

DELIBERATION N° 2008/11-05 - FONDS TERRITORIAL D'INVESTISSEMENT – DOTATION COMMUNALE D'INVESTISSEMENT

1/ Il existe aujourd'hui un nouveau dispositif départemental d'appui aux territoires pour la période 2009-2011. La Ville de Ludres s'est vu octroyer, dans le cadre du fond territorial d'investissement, une dotation annuelle communale d'investissement de 29 270 €.

Cependant, devant la baisse importante du montant des dotations annuelles accordées à certaines communes du département par rapport à l'ancien dispositif, une dotation complémentaire de transition au titre des programmations 2009 et 2010 est accordée aux communes ayant subi une baisse de la dotation communale d'investissement de plus de 58% entre l'ancien dispositif et le nouveau dispositif.

La Ville de Ludres qui s'était vu octroyer dans l'ancien dispositif (2001-2008), une dotation communale d'investissement annuelle de 83 015 €, connaît une forte baisse. En effet, la baisse entre la dotation annuelle de l'ancien dispositif et celle votée en juillet 2008 est de l'ordre de 65%. Ainsi, au vu de l'évolution de ladite dotation et les engagements du département à atténuer la diminution, la Ville de Ludres est éligible à cette dotation complémentaire de transition.

Le Département s'est engagé à verser aux communes éligibles, au titre de la programmation 2009, au moins l'équivalent de 58% de l'ancienne dotation communale d'investissement annuelle (dotation communale d'investissement et dotation complémentaire transitoire). La Ville de Ludres peut ainsi prétendre, pour 2009, à cette dotation complémentaire qui s'élève à 18 879 €. Pour la programmation 2010, cette dotation complémentaire est fixée à 9 439 €.

- Pour l'exercice 2009, le montant cumulé de la dotation communale d'investissement et de la dotation transitoire sera de 48 149 €.
- Pour l'exercice 2010, le montant cumulé sera de 38 709 € (-20% par rapport à 2009 et - 53% par rapport au montant annuel de l'ancien dispositif).
- En 2011, la somme versée correspondra uniquement à la dotation communale d'investissement soit 29 270 €.

2/ La Ville de Ludres désire donc déposer un dossier pour la deuxième tranche des travaux de réhabilitation du Restaurant Scolaire. Ces travaux présentent un montant prévisionnel de 720 156 € hors taxes y compris les frais de maîtrise d'œuvre. A ce jour, il reste un solde de 400 689 € pour lequel la commune peut être éligible.

3/ Il est à noter que le règlement du dispositif de la dotation communale d'investissement offre la possibilité aux communes de déposer un dossier de demande de versement de la dotation pour un ou plusieurs projets. De plus, elles peuvent déposer une demande pour un exercice ou demander une contractualisation sur l'ensemble de la durée du dispositif (2009-2011) c'est-à-dire se voir verser l'ensemble des dotations de la période en une seule fois. La Ville de Ludres souhaite faire une demande de contractualisation pour la période 2009-2011 soit une demande de versement de 116 128 € correspondant aux dotations annuelles de 2009 (48 149 €), 2010 (38 709 €) et 2011 (29 270 €). La date limite de présentation des dossiers est désormais fixée au 28 novembre 2008 et non le 31 octobre 2008. Le conseil général en a informé la ville par courrier reçu le 27 octobre 2008, date du précédent conseil municipal.

Par ailleurs, compte tenu du reste des travaux encore éligibles pour la réhabilitation du Restaurant Scolaire, la Ville de Ludres aimerait que la globalité du montant contractualisé le soit sur ce dossier pour un montant maximal de travaux de 387 090 €.

4/ En outre, le dossier doit respecter deux conditions pour ouvrir droit au versement de la dotation :

- d'une part, il doit remplir une condition de développement durable c'est-à-dire qu'il respecte au moins 3 critères sur une liste de 10,
- d'autre part, et compte tenu de l'appartenance de la commune au Grand Nancy, il doit remplir un critère énoncé dans les modalités spécifiques applicables sur le territoire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

De plus, afin de prétendre au versement de la dotation, le projet doit avoir débuté au plus tard le 30 juin 2010 et être achevé au plus tard le 30 septembre 2011.

Le dossier qui sera présenté au titre de la contractualisation répond aux deux conditions : en remplissant 4 critères de Développement Durable (réglementation thermique, économie d'énergie, qualité des matériaux et accessibilités) et en renforçant la cohésion sociale territoriale du Grand Nancy. Ces travaux entrent également dans les délais imposés par le règlement du dispositif.

Enfin, il convient de relever que les travaux de réhabilitation du Restaurant Scolaire ont un intérêt intercommunal puisque celui-ci accueille des enfants domiciliés hors du territoire de la commune.

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité

- solliciter, auprès du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, la dotation communale d'investissement pour la deuxième tranche des travaux de réhabilitation du Restaurant Scolaire,
- demander la contractualisation des dotations annuelles communale d'investissement sur la période 2009-2011 pour un montant global de 116 128 €,
- d'inscrire les recettes correspondantes au budget primitif 2009 au compte 1313.

Intervention de Monsieur Marcel GAUZELIN, Groupe Ludres ensemble

Le dispositif départemental d'appui aux territoires est positif.

Que ce fond soit orienté sur des critères de développement durable est structurellement un choix politique capital.

La dotation de 116 128 € que la municipalité va solliciter ce 28 novembre nous impose des obligations de transparence sur l'affectation de cette dotation ; d'abord sur les chiffres.

Vous nous dites qu'il reste un solde de 400 689 € sur la deuxième tranche des travaux de réhabilitation du restaurant scolaire pour lequel la commune est éligible à cette dotation ... Et puis nous lisons plus loin que le montant contractualisé avec le Conseil Général doit l'être sur 387 090 € représentant le reste des travaux encore éligible.

Quelle est la somme exacte à laquelle la commune est éligible ?

La pertinence des 4 critères de développement durables retenus pour obtenir le versement de cette dotation suppose que cela nous engage sur l'efficacité produite. L'évaluation des politiques publiques et la bonne utilisation des financements vous fait obligation.

Nous demandons courant 2009 que vous nous présentiez une évaluation sur l'efficacité de l'investissement réalisé sur le restaurant scolaire au regard notamment des 4 critères précités.

Nous serons exigeants sur une évaluation détaillée ; l'évaluation doit être un temps fort de débat voir de corrections des politiques publiques.

En conclusion de cette délibération vous évoquez l'intérêt intercommunal du restaurant scolaire ; quelles sont les communes concernées ? Et y a-t-il eu contractualisation avec ces dernières (ou communautés de communes) pour une participation financière à l'investissement et au fonctionnement.

Réponse de Monsieur le Maire

1/ La somme à prendre en compte est 387 090 €. Ce montant est suffisant pour obtenir la subvention à laquelle la commune peut prétendre (cumul des droits de 2009, 2010 et 2011). La somme de 400 689 € correspondant à la totalité des travaux non pris en compte en 2008 pour obtenir la dotation d'investissement de cette même année.

2/ Lors de l'inauguration du restaurant scolaire, nous insisterons sur les critères techniques des matériaux utilisés, sachant que nous sommes conformes aux recommandations « du développement durable ».

3/ quand on parle d'intercommunalité, sachez que nous acceptons des enfants des communes voisines.